

Budget rectificatif 2023 n°2

Note de l'ordonnateur

Conseil d'administration du
12 décembre 2023

Contexte et vision générale

Ce budget rectificatif n°2 2023, correspond à l'exercice usuel de fin d'année consistant à mettre à jour les dépenses de masse salariale et à recalculer les enveloppes de fonctionnement et d'investissement compte tenu des reprogrammations sur les années prochaines et des sous-exécutions.

A ce titre, les régulations opérées sur les enveloppes de fonctionnement et d'investissement soulignent une nouvelle fois la sous-exécution de certaines lignes à atténuer par le contexte énergétique et les mesures de revalorisations salariales.

Pour cette année, ce BR2 permet de reprogrammer ou d'ajuster selon les dernières données connues des opérations spécifiques significatives comme les projets France 2030 dont DeMETeRE et EXEBIO, ainsi que des opérations liées à la recherche.

Concernant les enveloppes d'investissement et de fonctionnement, la direction du patrimoine, la recherche et les porteurs de projets France 2030 ajustent leurs crédits en réalisant des reports sur des opérations pluriannuelles.

Les crédits alloués à la masse salariale ont été revus à la baisse malgré une augmentation significative des heures complémentaires et de la GIPA. Cette baisse est portée par les délais de recrutement qui reportent l'engagement des crédits.

Au terme de la prise en compte de ces éléments, le résultat de l'établissement s'établit à - 686K€ et le prélèvement du FDR à 12 888K€ contre respectivement – 2 336K€ et 18 232K€ au BR1.



Structure de la note

La note de l'ordonnateur est un document stratégique qui fait le lien entre les activités de l'université, leur traduction budgétaire et leur soutenabilité.

Conformément à la circulaire relative à la gestion budgétaire et comptable publique les opérateurs et organismes de l'Etat 2021, elle s'organise de la manière suivante :

1. Autorisations budgétaires limitatives

1.1 Tableau des autorisations d'emplois

1.2 Tableau des autorisations budgétaires

1.3 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

2. Equilibre financier

2.1 Tableau d'équilibre financier

2.2 Tableau des opérations pour compte de tiers

3. Analyse de la soutenabilité

3.1 Tableau de situation patrimoniale

3.2 Plan de Trésorerie

3.3 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées

3.4 Tableau des opérations pluriannuelles

Pour garantir une meilleure lisibilité de la présente note, les tableaux présentés correspondent à des synthèses ou à des extraits des tableaux réglementaires. L'ensemble des documents budgétaires est présenté en annexe.



1. Autorisations budgétaires limitatives

Le CA doit se prononcer sur le niveau des emplois et des crédits (AE et CP) par nature de dépenses. Il vote ainsi les limites annuelles « plafonds » de l'action de l'ordonnateur en matière d'emplois, d'engagement et de paiement des dépenses.

Il convient de rappeler que, dans les états GBCP, la comptabilité budgétaire retrace les engagements annuels et les flux de trésorerie (encaissements et décaissements de l'année). Les opérations comptables de fin d'exercice n'y figurent pas hormis dans le tableau 6 (évolution de la situation patrimoniale).

1.1. Tableau des autorisations d'emplois

Le plafond total d'emplois de l'établissement, mesuré en équivalent temps plein travaillé (ETPT¹), porte sur l'ensemble des emplois rémunérés par l'URCA qu'ils soient délégués par l'Etat ou financés sur ressources propres.

Les emplois délégués sont limités par un plafond maximal notifié par l'Etat à 2 279 ETPT.

Le plafond d'emplois proposé est de 2 438 ETPT se décomposant en 2 199 ETPT d'emplois délégués par l'Etat et 239 ETPT d'emplois sur ressources propres.

Pour rappel, le plafond d'emplois du BR 1 2023 était de 2 440 ETPT se décomposant en 2 226 ETPT d'emplois délégués par l'Etat et 214 ETPT d'emplois sur ressources propres

Cette légère baisse de 2 ETPT s'explique notamment par des délais de prises de poste.

Pour précision, la variation de la répartition des ETPT par plafond d'emploi, par statut et par population entre le BI 2023, le BR 1 2023 et le BR 2 2023 est la suivante :

Répartition des ETPT			BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Ecart vs BR1
PLAFOND 1	Population titulaire	ENS/EC	1 000	997	997	0
		BIATSS	622	628	629	+1
	Population contractuelle	ENS/EC	268	260	243	-17
		BIATSS	332	341	330	-11
	<i>Sous-total plafond 1</i>		2 222	2 226	2199	-27
PLAFOND 2	Population contractuelle	ENS/EC	72	86	105	+19
		BIATSS	126	128	134	+6
	<i>Sous-total plafond 2</i>		198	214	239	+25
TOTAL			2 420	2 440	2 438	-2

Les variations de - 27 ETPT sur plafond 1 et de + 25 sur plafond 2 s'expliquent notamment par la procédure en vigueur jusqu'en septembre 2023 qui corrigeait les plafonds des nouveaux agents après leur première paie. Cette méthode a induit des délais de repositionnement sur le plafond 1.

¹ Sur demande de la tutelle, les ETPT sont calculés depuis plusieurs années selon la méthode du logiciel OREMS basée sur les retours paie afin d'être aisément comparés aux données du rectorat. Cette méthode induit des sous-évaluations, notamment en cas d'impossibilité de passage direct en paie dès le premier mois d'activité d'un agent qui est alors rémunéré par acompte.

1.2. Tableau des autorisations budgétaires

Tableau A : Évolution des autorisations d'engagement par enveloppe budgétaire

AE	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Variation BR2 2023 /BR1 2023	
				montant	%
Personnel	184 298 453	187 849 205	187 064 484	- 784 721	-0,42%
Fonctionnement et intervention	43 057 685	42 086 522	38 369 398	- 3 717 124	-8,83%
Investissement	30 059 675	32 907 267	26 744 649	- 6 162 618	-18,73%
TOTAL	257 415 813	262 842 995	252 178 531	- 10 664 464	-4,06%

Enveloppe de dépenses de personnel : (source DRH)

Les crédits de masse salariale (MS) sont ouverts à hauteur de 187 064K€, en diminution de 784,7K€ (-0,42%) par rapport au BR 1 23.

Cette diminution de 784 721 € s'explique principalement par :

- Le réajustement des mesures GUERINI en intégrant notamment la GIPA 2023 pour + 432 006 €
- La diminution des dépenses de personnel sur ressources propres à hauteur de – 1 810 796 € liée à des déprogrammations sur projets transverses, notamment. Il est à noter que pour ces derniers, de la masse salariale avait été programmée sans que les recrutements afférents n'aient été totalement intégrés en ETPT dans le Tableau 1, faute d'informations fiables. Cela explique cette baisse de masse salariale malgré la hausse des ETPT sur plafond 2.
- L'ajustement budgétaire (atterrissage au 31/10/2023) pour – 277 434€
- La régularisation des heures complémentaires et vacations d'enseignement pour + 871 502 €

Ces variations impactent les postes suivants :

Poste « rémunération charges incluses »	- 2 147 593 €
Dont diminution des dépenses de personnel sur ressources propres	- 1 810 796 €
Dont réajustement des mesures GUERINI	+ 5 306 €
Dont ajustement budgétaire	- 342 103 €
 Poste « Heures complémentaires charges incluses »	 + 871 502 €
Régularisation des heures complémentaires	
 Poste « Accessoires charges incluses »	 + 480 497 €
Dont GIPA 2023	+ 426 700 €
Dont ajustement budgétaire	+ 53 797 €
 Poste « Prestations charges incluses »	 + 10 870 €



Enveloppe de dépenses de fonctionnement :

L'enveloppe de fonctionnement diminue de 3 717K€ (-8,83%) par rapport au BR1 2023 pour atteindre un montant total de 38 369K€.

Ces chiffres illustrent le commentaire introductif sur le décalage entre la prévision et la réalisation des dépenses.

La diminution des dépenses de fonctionnement provient de trois mouvements différents :

- Déprogrammation de crédits pour -3 655K€ qui ne seront pas consommés d'ici la fin de l'exercice mais feront l'objet d'une inscription nouvelle au budget initial de 2024 :
 - 1 382K€ pour les crédits recherche (dont 215K€ de projets ANR, 253K€ de contrats et prestations de recherche hors ANR, 290K€ de subventions et financements région, commune ou Europe)
 - 2 273K€ pour les projets France 2030 DeMetere (appel DEMO ES) Exebio et BioecoAcademy. Les dépenses programmées en BI 2023 à titre conservatoire seront, dès lors, exécutées en 2024 et années suivantes.
- -328K€ liés à la déprogrammation d'opérations de la DPLDD (dont 185K€ d'opérations locatives immobilières et 64K€ de réajustements liés aux coûts d'électricité)
- Ajustements divers de faible amplitude pour -96K€ (dont 50K€ de dépenses programmées sur le Campus de Chalons, mais prises en charge par la DPLDD).

A l'inverse, certaines enveloppes de dépenses augmentent (+363K€), comprenant :

- 253K€ de dépenses supplémentaires pour la DPLDD (dont 86K€ pour des achats de mobilier, de l'aménagement des espaces publics et d'espaces verts ; 72K€ pour divers travaux dont des relevés de topographie ; 54K€ pour la consommation de fluides et une étude de performance énergétique)
- 67K€ de réajustement pour le projet Target Therapy du Laboratoire de recherche ICMR,
- 16K€ pour la DEVU en lien avec la soirée Welcome URCA,
- 14K€ pour l'Institut Georges Chappaz avec une subvention du Grand Reims
- 12K€ pour une recette supplémentaire de taxe d'apprentissage de l'UFR pharmacie.

Enveloppe de dépenses d'investissement :

L'enveloppe d'investissement est revue à la baisse de 6 162€ (-18,73%) par rapport au BR1 2023 pour atteindre un montant total de 26 745K€.

Les dépenses d'investissement diminuent elles aussi sous l'effet des reprogrammations et des sous-exécutions.

Cette baisse se répartit principalement comme suit :

- 1 750K€ de projets France 2030 (Exebio pour 1 500K€ et DeMetere pour 250K€) et -1 664K€ de projets de la Recherche qui seront reprogrammés pour la plupart en 2024.



- 2 605K€ de projets du patrimoine avec d'une part des mouvements en négatifs :

- -782K€ lié au CPER qui prévoit les premiers équipements du bâtiment Staps au Campus Croix-Rouge (reprogrammés en 2024),
- -371K€ d'ajustement sur les projets de rénovation énergétique, de relamping et de sécurisation de plusieurs bâtiments,
- -322K€ lié au projet de construction de l'Open Science LabZ qui seront engagés en 2024
- -320K€ de réduction de coûts liés à des achats de premiers équipements divers (dont un report de crédits lié à la flotte automobile, le mobilier intérieur de l'extension de l'ESI Reims, le mobilier du bâtiment 7 du site Moulin de la Housse),
- -310K€ du premier équipement mobilier et de construction du Pôle Agro Numérique reporté en 2024 qui avait pour partie été reprogrammé en BR1,
- -300K€ de mise en sécurité du site MDH reporté en 2024,
- -200K€ de reliquat du projet de raccordement chaufferie de l'IUT de Reims au réseau chaleur du site Moulin de la Housse (initialement prévu pour 1,4M€),

Et d'autre part, toujours pour ces projets, des hausses pour 757K€ :

- +307K€ de besoin supplémentaire de crédits dédié à la part URCA pour l'achat des simulateurs supplémentaires de l'extension du pôle santé,
- +237K€ de complément pour l'aménagement de laboratoires de virologie au pôle santé,
- +213K€ ont été ajoutés pour répondre à des besoins multiples de faibles montants non prévus au BI tels que, par exemple, le renforcement de la structure de l'IUT de Reims pour 5K€, la réhabilitation de logements de fonction et d'installation sportives du site MDH pour 92K€, un système de comptage pour 25K€ ainsi que de d'autres travaux de maintenance supplémentaires pour 45K€,

- 700K€ d'enveloppe sous-exécutée sur les composantes et les directions,

- 200K€ lié à un projet de la DN sur le câblage réseau du pôle Santé.

Les crédits de paiements

Tableau B : Evolution des crédits de paiement par enveloppe budgétaire

CP	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Variation BR2 2023 /BR1 2023	
				montant	%
Personnel	184 298 453	187 849 205	187 064 484	-784 721	-0,42%
Fonctionnement et intervention	43 208 466	42 386 636	38 661 477	-3 725 159	-8,79%
Investissement	32 999 025	33 947 909	27 741 277	-6 206 632	-18,28%
TOTAL	260 505 944	264 183 751	253 467 238	-10 716 513	-4,06%

Les modifications apportées dans ce budget rectificatif diminuent l'enveloppe de crédits de paiement de 10 716K€. Cette diminution concerne les 3 masses : personnel (-784K€), fonctionnement et intervention (-3 725K€) et investissement (- 6 206K€).

On peut constater des écarts de programmation entre les enveloppes d'autorisation de CP et d'AE de 1 289K€ (fonctionnement pour 292K€ et investissement pour 997K€) très proches de ceux du BR1 (1 341K€ dont 300K€ en fonctionnement et 1 041K€ en investissement) même si l'évolution de cet écart est liée à des mouvements multiples dans les 2 sens.

1.3. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

Tableau C : Répartition des dépenses par masse et par mission

	BR2 2023							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	87 834 681	87 834 681	10 969 031	10 994 155	5 000 143	5 000 143	103 803 855	103 828 979
Recherche	57 309 511	57 309 511	6 125 603	6 125 603	3 937 667	4 237 667	67 372 781	67 672 781
Pilotage et support	40 423 960	40 423 960	18 945 782	19 211 230	17 640 039	18 336 667	77 009 781	77 971 857
Étudiants	1 496 332	1 496 332	2 328 983	2 330 489	166 800	166 800	3 992 115	3 993 621
Total	187 064 484	187 064 484	38 369 399	38 661 477	26 744 649	27 741 277	252 178 532	253 467 238

○ Budget formation

Le budget alloué à la formation s'élève à 103,8M€ en AE et en CP, en diminution de 8 141K€ (-7,27%) en AE=CP par rapport au BR1 2023 selon ventilation suivante :

- masse salariale : AE -5 580K€ -5,97% ; CP -5 580K€ -5,97%
- fonctionnement : AE -1 061K€ -8,82% ; CP -1 061K€ -8,80%
- investissement : AE -1 500K€ -23,08% ; CP -1 500K€ -23,08%

En **masse salariale**, la stabilité des effectifs enseignants n'est pas visible ici. En effet, quelques hausses s'y superposent (GIPA non prévue en BR1 et hausse des heures complémentaires) et un retraitement de périmètre des agents BIATSS administratifs en composantes induit cette année une baisse significative de la masse salariale de formation. Cette baisse est liée au fait que les dépenses pour ces personnels se retrouvent dans SIFAC sur le budget pilotage.

En **fonctionnement**, comme en **investissement** les diminutions constatées tiennent pour l'essentiel à la reprogrammation des dépenses liées aux Projets France 2030.

○ Budget recherche

Le budget alloué à la recherche représente un montant de 67 372K€ en AE et 67 672K€ en CP, en diminution de 4 486K€ en AE (-6,24%) et 4 201K€ en CP (-5,85%) par rapport au BR1 2023 selon ventilation suivante :

- masse salariale : AE -1 554K€ -2,64% ; CP -1 554K€ -2,64%
- fonctionnement : AE -1 253K€ -16,98% ; CP -1 253K€ -16,98%
- investissement : AE -1 679K€ -29,90% ; CP -1 394K€ -24,76%

La baisse du budget destiné à la recherche en cette fin d'année est liée à la régularisation budgétaire de nombreux contrats de recherche principalement liée à la mise en place d'avenants, de marchés et de difficultés de recrutement.

L'enveloppe de **masse salariale** a été très fortement impactée par des recrutements prévus en 2023 non finalisés ainsi que la GIPA non prévue au BR1.



Concernant le budget de **fonctionnement**, la baisse est principalement à

- la reprogrammation sur 2024 de nombreux projets pluriannuels :
 - -318K€ de contrats et prestations de recherche hors ANR
 - -483K€ pour les autres subventions publiques (Région, UE et FEDER)
 - -240K€ pour les ANR hors investissements d'avenir
 - -60K€ de soutien établissement SCSP
 - -84K€ pour les ANR investissements d'avenir
 - -67K€ d'autres recettes diverses
- Une enveloppe de sécurité de 368K€ est déprogrammée. Cette enveloppe était prévue pour des projets non connus au moment de l'élaboration du BI.

Concernant l'**investissement**, la baisse est liée à certaines opérations d'envergure, reprogrammées sur 2024 telles que Aerolab, Aerolab SPace, Inra Plateforme, Fluidine ou bien encore Smart Bone Organoid.

○ **Budget pilotage**

Par rapport au BR1 2023, l'enveloppe destinée au pilotage de l'université augmente pour atteindre un montant total de 77 010K€ en AE et 77 972K€ en CP. Elle se caractérise par une augmentation de 2 535K€ en AE (+3,40%) et de 2 198K€ en CP (+2,90%) selon ventilation suivante :

• masse salariale :	AE	+ 6 938K€	+20,72% ;	CP	+6 938K€	+20,72%
• fonctionnement :	AE	- 1 419K€	-6,97% ;	CP	-1 428K€	-6,92%
• investissement :	AE	- 2 983K€	-14,47% ;	CP	-3 312K€	-15,30%

En **masse salariale**, l'augmentation est liée à la GIPA, à la création de nouveaux postes, ainsi qu'au retraitement de périmètre évoqué supra dans le paragraphe dédié au budget formation.

En **fonctionnement**, la baisse est principalement liée à :

- la déprogrammation des dépenses de projets France 2030 (-1,2M€),
- la prise en compte de sous-exécution principalement de la Fondation pour 40K€ (liée à des actions de solidarités non réalisées et de fonctionnement général non consommé), une enveloppe de 50K€ prévue sur le campus 3000 non utilisée car les dépenses ont été prises en charge par la DPLDD.

En **investissement**, la diminution constatée correspond à la reprogrammation de certaines opérations comme :

- les 1^{er} équipements de STAPS, du pôle agro-numérique du pôle Santé et du bâtiment 7 du site MDH pour 1,162M€
- la sous-exécution globale constatée en cette fin d'exercice répartie sur de nombreuses lignes et non consommée pour 700K€
- la sécurité incendie du site MDH reprogrammée en partie sur 2024 pour 300K€
- le reliquat du projet de raccordement chaufferie de l'IUT de Reims au réseau chaleur du site Moulin de la Housse (initialement prévu pour 1,4M€) pour 200K€
- le projet de construction de l'Open Science LabZ sera engagé en 2024 pour 322K€
- le câblage du réseau du pôle santé repositionné en 2024 pour 200K€
- les achats de véhicules électriques/hybrides afin de renouveler le parc automobile vieillissant prévus en BR1 et annulés lors du BR2 pour 100K€ non prévus en CP.

○ **Budget soutien aux étudiants**

Le budget de soutien aux étudiants représente un montant de 3 992K€ en AE et 3 993K€ en CP, en baisse de -572K€ par rapport au BR2 2023 selon ventilation suivante :

- masse salariale : AE - 588K€ -28,21% ; CP -588K€ -28,21%
- fonctionnement : AE +16K€ +0,69% ; CP +16K€ +0,69%
- investissement : AE 0K€ 0,00% ; CP 0K€ 0,00%

La réactualisation des données de versement de paie non effectuée lors du BR1 permet un ajustement des crédits prévus en **masse salariale**.

En **fonctionnement**, un besoin supplémentaire a été constaté en relation avec le projet BVE Welcome URCA de + 16 K€, sous-estimée lors de la préparation du projet.

Tableau D : Evolution des recettes

Recettes	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Variation BR2 2023 /BR1 2023	
				montant	%
SCSP	183 290 326	185 087 452	186 809 300	1 721 848	0,93%
Recettes propres globalisées	22 415 518	24 901 518	24 618 256	- 283 262	-1,14%
Recettes propres fléchées (hors recettes gagées)	29 420 296	30 597 883	29 137 881	- 1 460 002	-4,77%
TOTAL hors recettes gagées	235 126 140	240 586 853	240 565 437	-21 416	-0,01%

La construction du présent BR2 enregistre une baisse des recettes de – 21 416€. Cet ajustement globalement de faible envergure est dû à des recettes fléchées liées à des avenants de contrats de recherche qui repoussent la constatation du solde de recettes sur 2024 ou 2025 avec compensation par une hausse de la SCSP.

Recettes par fonds

Tableau E : Evolution des recettes par fonds entre le BR1 2023 et le BR2 2023

FONDS	BR1 2023			BR2 2023			Ecart BR2 23 / BR1 23
	RPG	RPF	Total	RPG	RPF	Total	
Subvention pour charges de service public	185 087 452	-	185 087 452	186 809 300	-	186 809 300	1 721 848
Droits d'inscription	3 729 934	-	3 729 934	3 729 934	-	3 729 934	-
Formation continue, diplômes propres et VAE	4 307 687	-	4 307 687	4 307 687	-	4 307 687	-
Taxe d'apprentissage	579 200	-	579 200	591 223	-	591 223	12 023
Contrats et prestations de recherche hors ANR	212 292	2 054 816	2 267 108	212 292	1 922 529	2 134 821	132 287
Valorisation	120 214	-	120 214	120 214	-	120 214	-
ANR investissements d'avenir	407 278	6 730 486	7 137 764	497 506	8 217 647	8 715 153	1 577 389
ANR hors investissements d'avenir	166 728	2 277 594	2 444 321	166 728	2 200 717	2 367 445	76 876
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	1 260 047	11 330 662	12 590 708	1 292 215	10 650 219	11 942 434	648 274
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	237 405	4 427 376	4 664 781	96 277	2 497 795	2 401 518	2 263 263
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	1 679 973	3 610 171	5 290 143	1 675 973	3 489 194	5 165 167	124 976
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	14 000	99 664	113 664	14 000	92 664	106 664	7 000
Autres recettes	12 186 760	67 116	12 253 876	12 106 760	67 116	12 173 876	80 000
TOTAL RECETTES	209 988 970	30 597 883	240 586 853	211 427 555	29 137 881	240 565 436	-21 417

a) La subvention pour charge de service public (SCSP)

Pour mémoire, la SCSP a été mise à jour lors du BR1. Elle l'est à nouveau en BR2 pour tenir compte de notifications récentes. La notification définitive 2023 prévoit une augmentation de 1 722K€.



Les mesures indiciaires comprenant la revalorisation du point d'indice de 1,5% et les mesures bas salaires pour les grilles des catégories C et B, sont compensées à hauteur de 583K€.

De même, il est prévu une allocation d'un montant de 1 000K€ pour compenser le surcoût énergétique.

Enfin, à la suite de l'augmentation en 2021-2022 du nombre d'étudiants inscrits en formation initiale hors apprentissage, une dotation complémentaire de 139K€ est annoncée dans la notification définitive.

b) Les ressources propres globalisées

Les ressources propres globalisées diminuent de -283K€ (-1,15%) par rapport au BR1 2023 pour s'établir à 24 618K€. Ce montant s'explique par un double mouvement.

D'une part, une augmentation des ressources de 150K€ constituée de :

- 90K€ de frais de gestion des projets transverses France 2030,
- 32K€ financé par la Région dans le cadre de la première édition du « Mois de la bioéconomie en Grand Est »,
- 16K€ provenant du CROUS dans le cadre de la participation de la soirée Welcome Urca de la Direction de la Vie étudiante,
- 12K€ de perception de Taxe d'apprentissage supplémentaire pour l'UFR Pharmacie.

Et d'autre part, des diminutions pour -433K€ :

- 333K€ financés par le FEDER pour les projets PEPITE et REACT EU qui seront reprogrammés en 2024,
- 100K€ de financeurs partenaires pour les projets BIOCEB et SEMECITY qui seront eux-aussi reprogrammés sur 2024.

c) Les ressources propres fléchées

Les recettes propres fléchées s'élèvent à 29 137K€ en baisse de 1 460K€ par rapport au BR2 2023. Cette évolution se détaille comme suit :

- -54K€ de recettes financées par l'Etat prévues par la Recherche
- -1 267K€ de recettes au global, en provenance de l'ANR ou du FEDER.
Cette diminution est constituée de -930K€ reprogrammées en 2024 avec des projets tels que : INVEST (Innovation for regional sustainab) pour -620K€, OMAGE pour -234K€ et les projets mobilités Erasmus Kazakhstan et Japon pour -33K€ ainsi que -43K€ d'autres projets recherche.
De plus, une diminution des recettes est prévue pour -1 931K€ compte-tenu de la réalisation des projets de la Recherche. En parallèle, on peut noter un réajustement des recettes sur ce second semestre avec +1 594M€ de nouveaux projets France 2030 (EXEBIO, FO6MED et DIVRESCA).
- -139K€ de recettes diverses dont une partie est reprogrammée sur 2024 (le projet Total Energie 2) pour 84K€. Le reste relevant de la déprogrammation de l'enveloppe de réserve destinée à de nouveaux projets liés à la recherche non prévus lors du BI.



2. Equilibre financier

2.1. Tableau des équilibres financiers

Tableau F : Tableau des équilibres budgétaires

Besoins (utilisation des financements)						Financements (couverture des besoins)					
	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Ecart BR 2 2023 / BR1 2023		Ecart BR 2 2023 / BR1 2023	BR2 23	BR1 23	BI 2023	Réalisé 2022
Solde budgétaire (déficit) *		25 379 804	23 596 898	12 901 802	- 10 695 096			-			11 569 702
dont solde budgétaire budget principal		25 194 804	23 434 898	12 779 802	- 10 655 096						10 393 076
dont solde budgétaire budget du SAIC			-	-	-						89 665
dont solde budgétaire CFA		23 000	-	-	-						1 185 337
dont solde budgétaire Fondation	132 244	162 000	162 000	122 000	- 40 000						-
dont solde budgétaire Réseaux des établissements			-	-	-						53 868
Remboursements d'emprunts	16 285										4 470
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	2 358 373	2 432 783	2 432 783	2 432 783	-		2 105 195	3 654 778	1 549 583	2 343 983	2 252 223
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	18 692	-	-	-	-						1 079 189
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+br1+c1+e1)	2 355 965	27 812 587	26 029 681	15 334 585	- 10 695 096		2 105 195	3 654 778	1 549 583	2 343 983	12 747 207
Abondement de la trésorerie	10 391 242	-	-	-	-		- 12 800 291	11 679 807	24 480 098	25 468 604	-
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	10 272 847			3 481 229			- 1 925 875		1 925 875	1 346 181	
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	116 128						- 22 554 223	15 161 036	22 554 223	24 122 423	
TOTAL DES BESOINS	12 747 207	27 812 587	26 029 681	15 334 585				15 334 585	26 029 681	27 812 587	12 747 207
											TOTAL DES FINANCEMENTS

Il retrace à la fois les opérations budgétaires et non budgétaires impactant la trésorerie de l'établissement et fait apparaître un prélèvement de 11 680M€.

Cette situation est transitoire car elle est liée à une anticipation des dépenses par rapport à la perception de recettes de subvention.

2.2. Tableau des opérations pour compte de tiers

L'URCA réalise plusieurs opérations pour le compte de tiers (simple transit de fonds). Dans ce présent BR les encaissements augmentent de 2 105K€ liés à un remboursement de TVA.

3. Analyse de la soutenabilité

3.1. Tableau de situation patrimoniale

Tableau G : Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	BR2 23	Écart BR2 2023 / BR1 2023	PRODUITS	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	BR2 23	Écart BR1 2023 / BI 2023
Personnel	174 842 883	183 298 453	186 849 205	186 064 484	- 784 721	Subventions de l'Etat	184 266 387	183 290 326	185 158 888	186 826 384	1 667 496
dont charges de pensions civiles *	51 015 305		50 954 458	51 572 528		Fiscalité affectée	1 536 681	1 476 027	1 710 209	1 710 209	
Fonctionnement autre que les charges de personnel	45 568 401	59 321 733	59 367 772	54 504 309	- 4 863 463	Autres subventions	9 510 663	16 764 700	17 924 005	16 222 687	- 1 701 318
Intervention (le cas échéant)						Autres produits	27 494 490 68	35 551 900 57	39 088 117 54	35 123 547 63	- 3 964 570
TOTAL DES CHARGES (1)	220 411 284	242 620 186	246 216 977	240 568 793	- 5 648 184	TOTAL DES PRODUITS (2)	222 808 222	237 082 953	243 881 220	239 882 828	- 3 998 392
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	2 396 938					Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		5 537 233	2 335 757	685 965	- 1 649 792
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	222 808 222	242 620 186	246 216 977	240 568 793	- 5 648 184	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	222 808 222	242 620 186	246 216 977	240 568 793	- 5 648 184

En terme comptable, l'université dégage un résultat négatif de 686K€, en hausse par rapport au BR1 2023 (2 336K€).

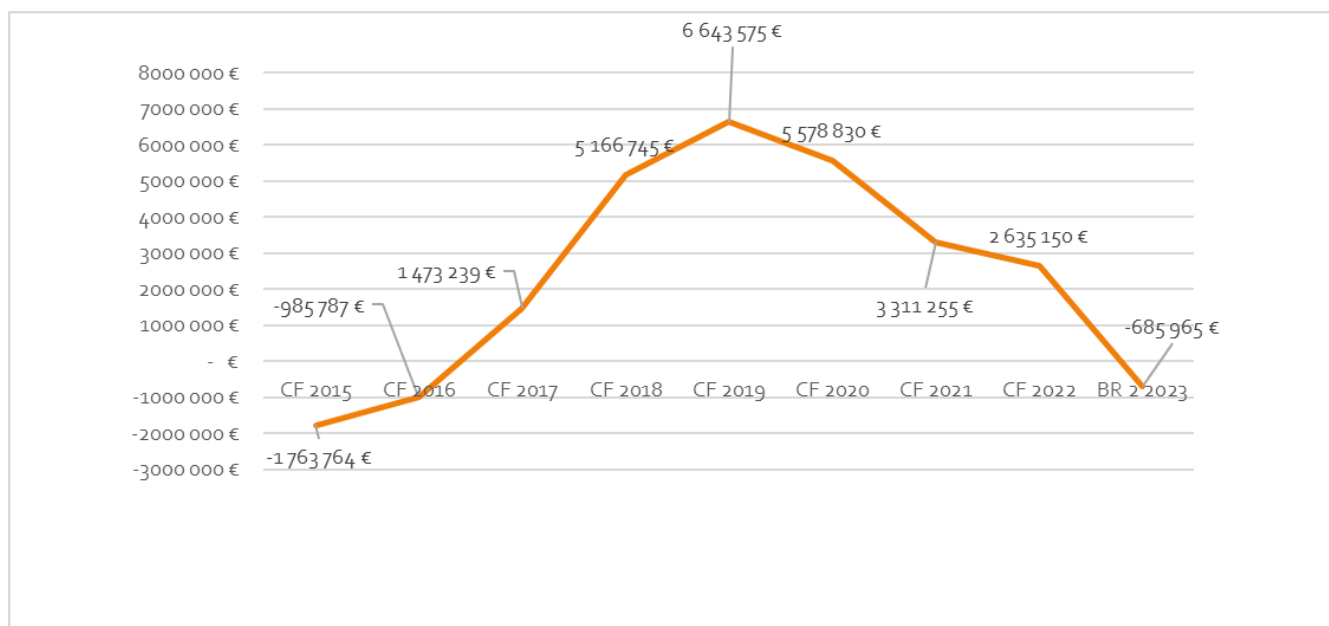
Les écarts peuvent s'expliquer :

- l'écart sur les charges entre le BR1 et le BR2 de - 5 648K€ s'articule autour des variations de dépenses de fonctionnement et de masse salariale pour - 4 510K€ auxquelles viennent s'ajouter les dotations aux amortissements, dépréciations et provisions à hauteur de - 1 138K€.



- la variation sur les produits entre le BR1 et le BR2 se décompose par - 229K€ d'ajustement de recettes, une mise à jour sur les reprises sur amortissements, dépréciations et provisions de - 885K€ à laquelle vient s'ajouter un retraitement de produits comptables (PCA et PAR), à hauteur de - 2 885K€ notamment sur les projets France 2030, INVEST et recherche.

Graphique 1 : résultat patrimonial



13

Tableau H : Détermination de la CAF

	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	BR2 23	Écart BR2 2023 / BR1 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	2 396 938	- 5 537 233	- 2 335 757	- 685 965	1 649 792
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 028 658	16 113 268	16 028 658	15 842 833	- 185 825
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 267 307	2 639 399	3 267 307	3 857 649	590 343
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	952 478	-	952 478	-	- 952 478
- produits de cession d'éléments d'actifs	1 505 100	4 387	1 505 100	-	- 1 505 100
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	6 640 372	6 902 781	6 640 372	6 670 439	30 067
= CAF ou IAF*	7 965 296	1 029 467	3 232 601	4 628 780	1 396 179

La capacité d'autofinancement (CAF) s'établit à 4 629K€ : elle augmente de 1 396K€ par rapport au BR1 2023 sous l'effet du résultat.

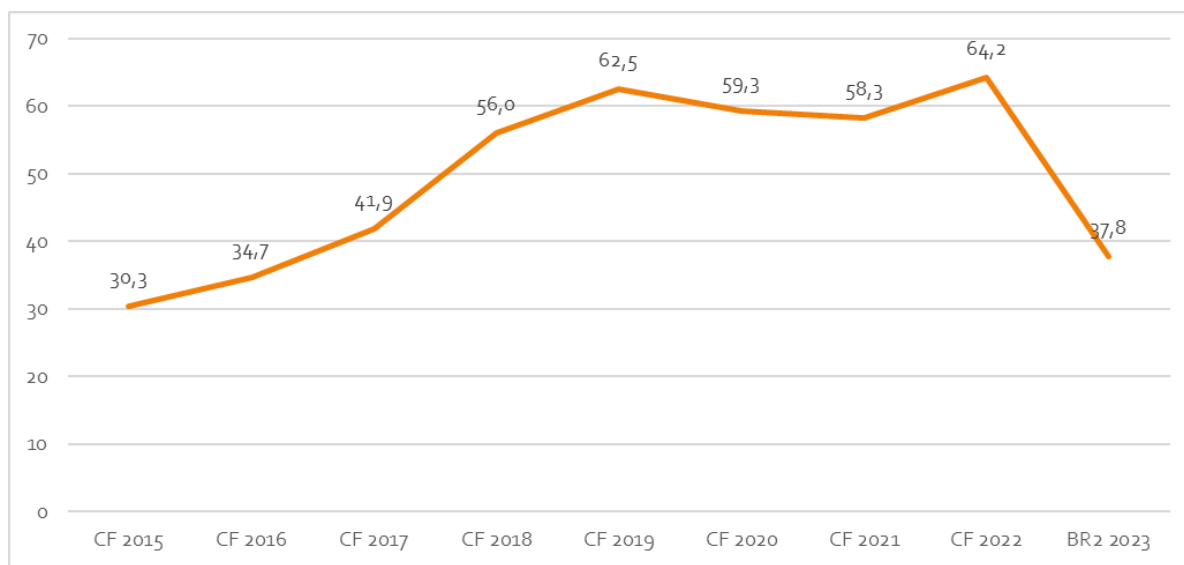


Tableau I : Situation patrimoniale en droits constatés et évolution du FDR

EMPLOIS	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	BR 23	Écart BR2 2023 / BR1 2023	RESSOURCES	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	BR2 23	Écart BR2 2023 / BR1 2023
Insuffisance d'autofinancement*						Capacité d'autofinancement*	7 965 296	1 029 467	3 232 601	4 628 780	1 396 179
						Financement de l'actif par l'État	189 051	10 847 312	10 847 312	10 847 312	-
Investissements	15 474 721	32 999 025	33 947 909	27 741 277	- 6 206 632	Financement par des tiers autres que l'État	9 032 628	652 635	1 633 873	624 458	- 2 258 331
Remboursement des dettes financières						Autres ressources	3 147 562		2 000	2 000	-
						Augmentation des dettes financières	-				-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	15 474 721	32 999 025	33 947 909	27 741 277	- 6 206 632	TOTAL DES RESSOURCES (6)	20 334 538	12 529 414	15 715 786	14 853 634	- 862 152
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	4 859 817					PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)		20 469 612	18 232 124	12 887 643	5 344 480

Le prélèvement sur le FDR diminue de 5 344K€ entre le BR1 et le BR2 pour atteindre 12 888K€.

Graphique 2 : fonds de roulement en jours décaissable



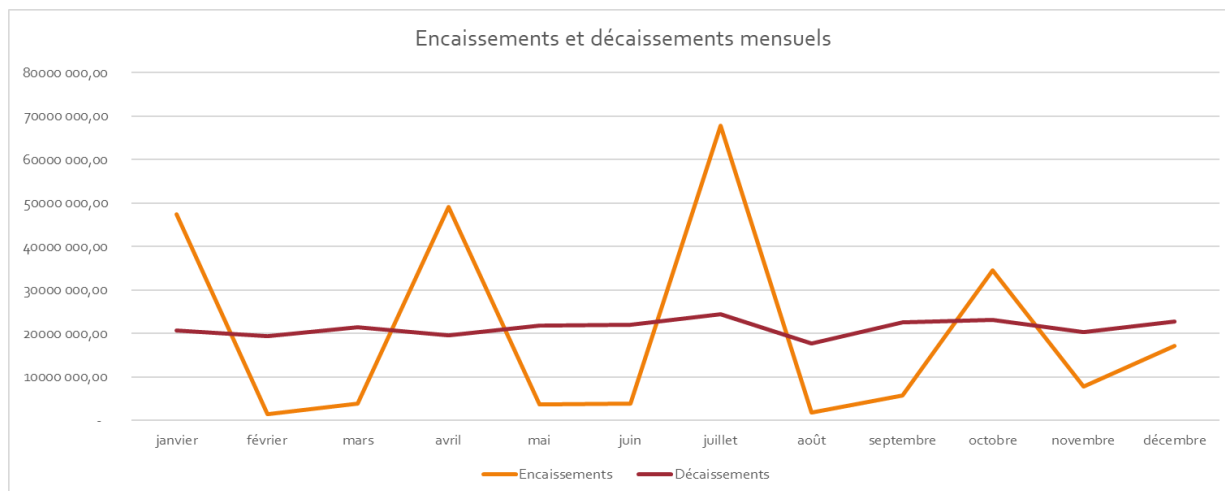
Le FDR total de l'URCA s'établit à 23 568K€ soit 37,75 jours de financement des dépenses de fonctionnement décaissables contre 18 224K€ soit 28,62 jours au BR1 2023.

Son augmentation de 5 344K€ est liée à la compensation de la hausse de la CAF (+1 396K€) et de la baisse des dépenses d'investissement (-6 206K€) par la baisse des recettes d'investissement (-2 258K€).

3.2. Plan de Trésorerie

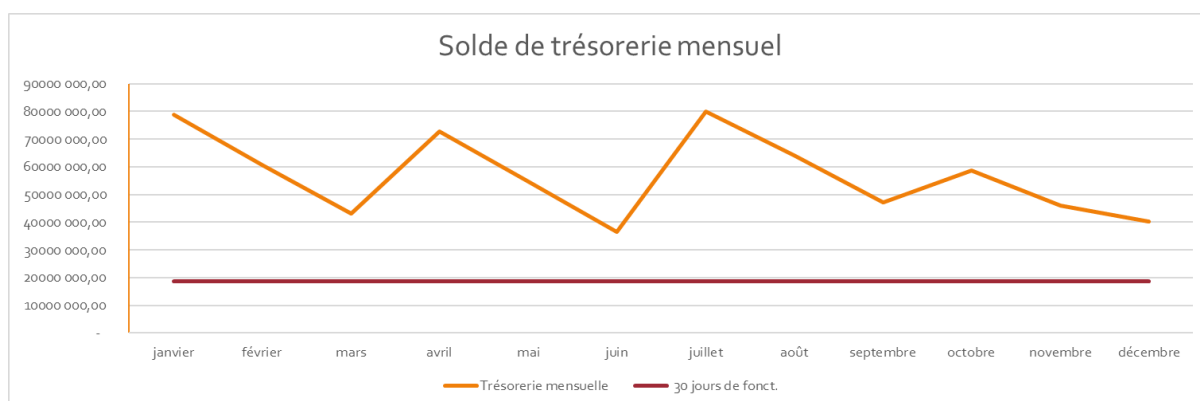
Le plan de trésorerie de l'établissement présente des récurrences propres à l'activité de l'URCA.

Graphique 3 : encaissements et décaissements mensuels



Le rythme des décaissements mensuels est assez stable avec une légère progression en fin d'année en lien avec la clôture. En effet, la dépense mensuelle principale de l'établissement est la paie ce qui explique la stabilité des décaissements d'un mois à l'autre, alors que la courbe des encaissements présente des pics lors des versements de la SCSP.

Graphique 4 : solde de trésorerie mensuel



La trésorerie ne présente pas de tension particulière, elle affiche un niveau final à 40 337K€ soit 64,62 jours de fonctionnement alors qu'au BR1 elle était de 27 536K€ soit 43,24 jours de fonctionnement.

3.3. Tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Le solde entre recettes et dépenses fléchées affiche un abondement de trésorerie fléchée de 3 481K€. Les opérations antérieures à 2023 non dénouées ont été remises à jour avec les données du compte financier 2022. Il n'est donc pas cohérent de comparer ce chiffre avec celui du BR1 construit avant l'élaboration de ce CF 2022.

3.4. Tableau des opérations pluriannuelles

Ce tableau regroupe à la fois des opérations se déroulant sur plusieurs années et des opérations se dénouant au cours de la même gestion mais dont le montant est significatif.

Ce tableau fait apparaître un total d'opérations en dépense de 112 196K€ dont 61 872K€ ont déjà été engagées, 23 110K€ sont prévus pour l'exercice 2023 et le solde de 27 214K€, sont reportés sur les exercices suivants.

En recettes, le total des opérations est ajusté en fonction des variations. Les financements extérieurs sont répartis en 51 581K€ encaissés sur les exercices antérieurs, 26 330K€ sur 2023 et 18 572K€ sur les exercices suivants.

